



Canada

L'Indice d'engagement pour le développement (Commitment to Development Index ou CDI) vise à classer l'engagement des 27 pays les plus riches du monde quant à leurs politiques à l'égard des pays défavorisés. Allant au-delà des comparaisons de base sur le flux de l'aide au développement, le CDI mesure les politiques des pays selon sept critères importants pour les pays en voie de développement : l'aide extérieure, le commerce, le financement, la migration, l'environnement, la sécurité et la technologie. Ce rapport passe en revue l'engagement du Canada pour le développement, en 2013. Pour obtenir des renseignements supplémentaires, veuillez consulter le site cgdev.org/cdi.

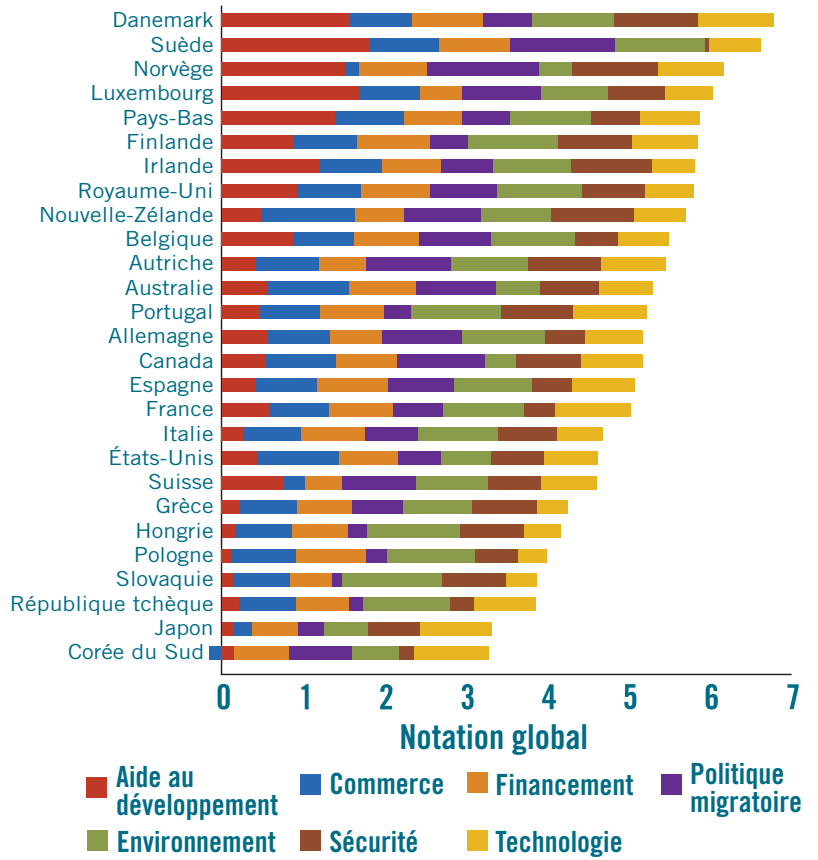
Rendement du Canada en 2013, selon l'Indice d'engagement pour le développement

- Rang global 2013 : 13
- Notation globale 2013 : 5.2
- Changement depuis 2003 : -0,1

(en utilisant la méthodologie de 2013)

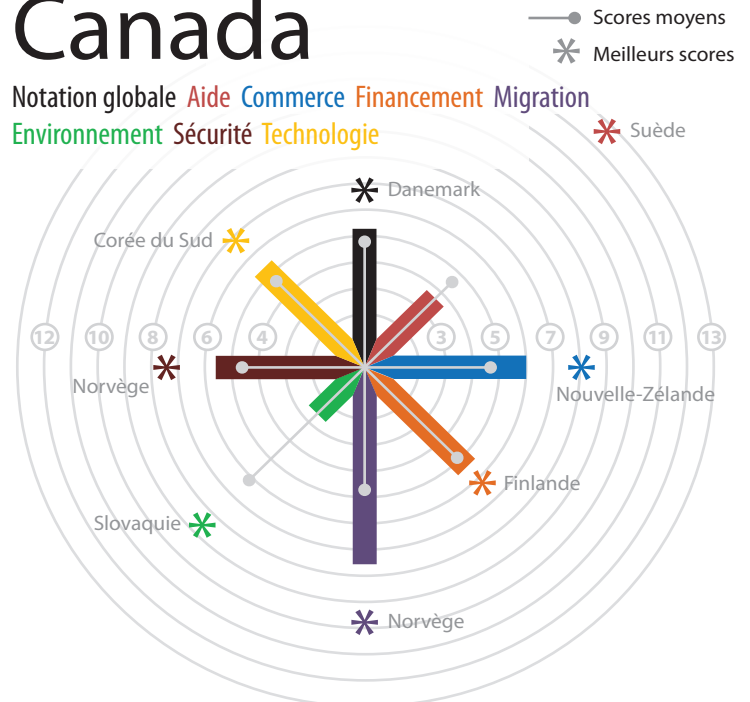
Le Canada est classé au 13^{ème} en 2013. Les principales contributions du Canada en matière de développement des pays défavorisés sont attribuables à ses faibles obstacles aux exportations non agricoles, à la grande part d'étudiants étrangers de pays en développement, à de faibles exportations d'armes aux gouvernements pauvres et non démocratiques et à une politique fiscale qui promeut les dons de bienfaisance. L'impact positif du gouvernement du Canada est, cependant, réduit par l'imposition de tarifs élevés sur le textile, les vêtements et les produits laitiers et des obstacles aux importations des pays en développement, sa contribution relativement faible aux efforts internationaux de maintien de la paix et sa piètre performance sur le plan environnemental du point de vue des pays en développement.

Indice d'engagement pour le développement 2013



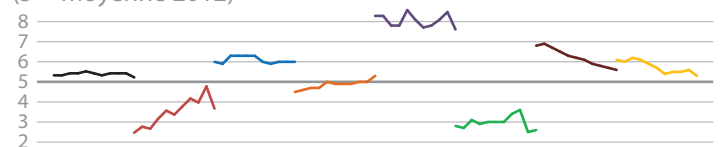
Canada

Notation globale Aide Commerce Financement Migration
Environnement Sécurité Technologie



Évolution du Canada au fil du temps, 2003-2013

(5 = moyenne 2012)



Aide

La qualité de l'aide est tout aussi importante que la quantité. Ainsi, l'indice d'engagement pour le développement évalue l'aide brute en tant que part du PIB corrigée en regard de différents facteurs de qualité : il soustrait le service de la dette, pénalise l'aide au développement « liée » qui oblige les bénéficiaires à dépenser ces fonds uniquement en biens et services des donateurs, reconnaît l'aide au développement apportée à des bénéficiaires pauvres mais relativement bien gouvernés et pénalise la surcharge des gouvernements pauvres avec de nombreux petits projets.

■ **Notation : 3.7**

■ **Rang : 14**

Forces

- Quantité importante de dons de bienfaisance privés attribuables à la politique fiscale (0,02 % du PIB; rang : 3)
- Petite part d'aide conditionnelle ou partiellement conditionnelle (5,19 %; rang : 10)

Faiblesses

- Faible volume d'aide nette en tant que part de l'économie (0,32 %; rang : 14)
- Permet la prolifération des projets; projets de petite envergure en moyenne (rang : 15)

Commerce

Depuis plusieurs siècles, le commerce international s'est avéré une force de développement économique. L'Indice d'engagement pour le développement évalue les entraves au commerce international que les pays riches dressent contre les pays en développement. Il pénalise également les processus d'importation coûteux et les restrictions relatives à l'achat de services auprès d'étrangers.

■ **Notation : 6.0**

■ **Rang : 4**

Forces

- Faibles subventions agricoles (équivalent à un tarif de 8,2 % de la valeur des importations; rang : 4)
- Aucun droit de douane sur le riz (0 % de la valeur des importations; rang : 1)
- Droits de douane peu élevés sur le sucre (3,6 % de la valeur des importations; rang : 3)
- Droits de douane peu élevés sur le bœuf (13,2 % de la valeur des importations; rang : 4)
- Faible nombre de jours pour importer un conteneur de marchandises (4 jours; rang : 5)

Faiblesses

- Droits de douane élevés sur le textile (10,4 % de la valeur des importations; rang : 26)
- Droits de douane élevés sur le blé (41,6 % de la valeur des importations; rang : 24)
- Droits de douane élevés sur les produits laitiers (184,4 % de la valeur des importations; rang : 27)
- Coûts relativement élevés pour importer un conteneur de marchandises (1 610 \$ par conteneur; rang : 27)

Financement

Les investissements des pays riches dans les pays défavorisés peuvent permettre le transfert technologique, améliorer la gestion des entreprises et créer des emplois. À l'inverse, les politiques qui permettent le secret financier des entreprises et des banques peuvent faciliter les activités illicites et les flux financiers vers l'étranger. Le CDI récompense les politiques qui soutiennent les investissements sains dans les pays en développement et qui font la promotion de la transparence en matière d'opérations financières au sein du pays.

■ **Notation : 5.3**

■ **Rang : 13**

Forces

- L'agence d'assurance contre les risques politiques fournit une vaste couverture et évalue les projets potentiels pour déterminer s'il y a violation des droits de l'homme et du travail ainsi que des droits environnementaux
- Une participation active et un rôle de leader dans les initiatives pour la transparence dans les industries extractives, telles que l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) et le Processus de Kimberley contre le trafic des diamants de la guerre
- Poursuite vigoureuse des payeurs de pots-de-vin originaires du Canada
- Aide les entreprises qui recherchent des occasions d'investissements dans les pays en développement

Faiblesses

- Notation inférieure à la moyenne au niveau de l'indice sur le secret financier en raison du peu de réglementations en place pour prévenir les opérations financières illicites au sein de sa juridiction (rang : 17)

Migration

La migration des populations des pays défavorisés vers les pays riches offre aux immigrants non spécialisés des emplois et un revenu, et leur permet d'acquérir des connaissances. Ceci accroît le flux d'argent qu'envoient les immigrants dans leurs pays, ainsi que le transfert de compétences lorsque ceux-ci rentrent au pays.

■ **Notation : 7.6**

■ **Rang : 3**

Forces

- Grand nombre d'immigrants de pays en développement accueillis au Canada (rang par part de population : 4)
- Grande proportion d'étudiants étrangers provenant de pays en voie de développement (81,7 %; rang : 5)

Environnement

Les pays riches utilisent une quantité disproportionnée de ressources limitées, et les pays défavorisés sont plus vulnérables au réchauffement de la planète et à la détérioration écologique. Ainsi, l'Indice d'engagement pour le développement mesure les répercussions des politiques relatives au climat de la planète, aux ressources halieutiques et à la biodiversité.

■ **Notation : 2.6**

■ **Rang : 27**

Forces

- Niveau peu élevé d'importations de bois tropicaux (équivalent de 4,07 \$ par personne; rang : 1)

Faiblesses

- Taux élevé d'émissions de gaz à effet de serre et de production de combustibles fossiles par habitant (équivalent de 52,2 tonnes de dioxyde de carbone; rang : 25)
- N'a pas ratifié le protocole de Kyoto sur le changement climatique
- Taux élevé de production de combustibles fossiles par habitant (équivalent de 29 tonnes de dioxyde de carbone; rang : 25)
- Faibles taxes sur l'essence (0,34 USD par litre; rang : 26)
- Nombre important de subventions à la pêche (rang : 26)
- Faible conformité aux exigences obligatoires de rapport en vertu des ententes environnementales multilatérales portant sur la biodiversité (rang : 24)

Sécurité

La sécurité étant une condition préalable au développement, le CDI reconnaît les contributions apportées aux opérations de maintien de la paix autorisées à l'échelon international et aux interventions humanitaires par la force, la protection militaire des couloirs de navigation, et la participation aux traités de sécurité internationaux. Il pénalise aussi les exportations d'armes vers des gouvernements pauvres et non démocratiques.

■ **Notation : 5.6**

■ **Rang : 9**

Forces

- Peu d'exportations d'armes aux gouvernements pauvres et non démocratiques (rang en proportion du PIB : 7)

Faiblesses

- N'a pas ratifié la Convention sur les armes à sous-munitions (CCM)
- Faibles contributions de personnel aux opérations de maintien de la paix et aux interventions humanitaires approuvées à l'échelon international au cours des dix dernières années (rang par part du PIB : 18)

Technologie

Les pays riches participent au développement en créant et diffusant de nouvelles technologies. L'Indice d'engagement pour le développement détermine ceci en mesurant le soutien gouvernemental en R&D et en pénalisant les régimes forts en droits de propriété intellectuelle qui limitent la diffusion de nouvelles technologies aux pays défavorisés.

■ **Notation : 5.3**

■ **Rang : 11**

Forces

- Taux élevé de subventions à caractère fiscal accordées aux entreprises pour la R&D (rang : 5)
- Restreint les droits d'auteur sur les bases de données
- Forcera les titulaires de brevets à émettre des licences pour répondre aux besoins sociaux
- Offre des exceptions en matière de brevets aux fins de recherche

Faiblesses

- Faibles dépenses gouvernementales en R&D (rang par part du PIB : 19)
- Impose des limites strictes sur les technologies anti-contournement qui arrivent à percer le cryptage des matériaux numériques protégés par droits d'auteur

Pour en savoir plus

Visitez le site cgdev.org/cdi pour obtenir la version complète 2013 de l'Indice d'engagement pour le développement. Sur ce site, vous pourrez examiner les chiffres à l'aide de notre outil graphique interactif, consulter d'autres publications et documents d'information et connaître plus à fond la méthodologie du CDI en téléchargeant nos données et notre code.

Classement de l'Indice d'engagement pour le développement, 2013

Rang global	Pays	Aide	Commerce	Financement	Migration	Environnement	Sécurité	Technologie	Changement 2012-2013
1	Danemark	3	12	2	18	12	2	2	0
2	Suède	1	6	2	2	3	27	17	0
3	Norvège	4	26	7	1	26	1	6	0
4	Luxembourg	2	15	25	7	21	15	21	0
5	Pays-Bas	5	5	16	19	13	19	12	1
5	Finlande	9	8	1	21	4	5	7	0
7	Irlande	6	14	14	16	15	4	23	2
7	Royaume-Uni	7	7	6	11	8	12	20	-1
9	Nouvelle-Zélande	15	1	22	8	19	3	19	-3
10	Belgique	8	18	9	10	9	20	18	0
10	Autriche	18	10	23	4	17	6	8	4
12	Australie	13	2	8	6	24	14	16	-2
13	Portugal	16	17	10	22	5	7	4	1
13	Allemagne	12	11	21	5	10	22	13	4
13	Canada	14	4	13	3	27	9	11	-1
16	Espagne	19	13	4	12	16	23	9	-4
17	France	11	16	10	17	11	24	3	-1
18	Italie	20	20	12	14	14	13	22	0
19	États-Unis	17	3	15	20	23	17	15	0
19	Suisse	10	24	27	9	18	16	14	1
21	Grèce	21	23	19	15	20	8	25	0
22	Hongrie	24	19	18	25	2	11	24	0
23	Pologne	27	9	5	24	6	21	27	0
24	Slovaquie	26	22	25	27	1	10	26	0
24	République tchèque	22	21	20	26	7	25	10	1
26	Japon	25	25	24	23	25	18	5	0
26	Corée du Sud	23	27	17	13	22	26	1	1

□ = premier tiers □ = tiers intermédiaire □ = dernier tiers

Le tableau ci-dessus indique les scores de chacun des 27 pays évalués au moyen de l'Indice d'engagement pour le développement en ce qui a trait aux politiques de sept secteurs. La dernière colonne du tableau indique le changement de notation globale de chaque pays depuis 2012 (selon la méthodologie de 2013).

À Propos du CDI

L'Indice d'engagement pour le développement est compilé tous les ans depuis 2003 par le Centre pour le développement mondial, un groupe de réflexion indépendant qui s'efforce de lutter contre la pauvreté mondiale et l'inégalité par des recherches vigoureuses et un engagement actif envers l'élaboration de politiques. L'attaché supérieur et directeur du CGD Europe Owen Barder dirige l'Indice, en s'appuyant sur le travail précédemment réalisé par l'attaché supérieur émérite du CGD David Roodman. Petra Krylova est la coordinatrice du CDI. Au nombre de leurs collaborateurs, il y a eu William R. Cline pour le commerce; Theodore H. Moran et Petr Janský pour le financement; Jeanne Batalova, Kimberly A. Hamilton et Elizabeth Grieco pour la migration; Amy Cassara et Daniel Prager pour l'environnement; Michael E. O'Hanlon, Adriana Lins de Albuquerque, Mark Stoker et Jason Alderwick pour la sécurité et Keith Maskus et Walter Park pour la technologie. L'Indice est soutenu par le Consortium du CDI.

Center for Global Development

Recherche indépendante et idées pratiques en vue d'une prospérité mondiale

www.cgdev.org

1800 Massachusetts Ave., NW • Washington DC 20036, USA

Tel: 202.416.4000 • Fax: 202.416.4050

London: c/o BMGF, 80-100 Victoria Street, London, SW1E 5JL, UK

